

GROUPE DU PORTE-PAROLE
S P R E C H E R G R U P P E
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER
S P O K E S M A N ' S G R O U P

NOTE D'INFORMATION • INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
NOTA D'INFORMAZIONE • TER DOCUMENTATIE • INFORMATION MEMO

Brussels, April 1971

The economic situation in the Community
Summary of Quarterly Survey No. 1/1971

The Commission of the European Communities has published its first Quarterly Survey for 1971 on the economic situation in the Community. As usual, the survey examines, for the Community as a whole and for the individual member countries, the economic situation in the past few months and the outlook for the months ahead.

The Commission finds that in the early months of the year the main features of the economy in the Community were a still considerable expansion of overall demand in money terms, a slowdown in real economic growth, and a persistently strong upward thrust of wages and prices.

Seasonally adjusted, visible exports to non-member countries as a whole hardly rose any more at all in the fourth quarter and at the beginning of 1971. The main reason for this was economic weakness in some major importing countries, particularly those belonging to EFTA, Spain, Japan and the state-trading countries. In part, however, it may also reflect a loss of competitive strength due to the sharp rise of costs in the Community.

Internal demand in the Community, by contrast, continued to advance fairly briskly. This applies most of all to private consumers' expenditure, which climbed at a faster pace in almost all member countries, mainly in response to the unusually steep increase in incomes, particularly wages. The propensity to invest of entrepreneurs, on the other hand, declined, and the tendency for stocks to be run down continued until the turn of the year. Corporate spending on plant and machinery also slowed down, with Italy the only exception.

The growth of production slackened. From the third to the fourth quarter, industrial production in the Community as a whole went up by 1%. At the beginning of 1971, however, the rise may have gathered some momentum again. Imports have continued to expand vigorously in recent months.

.../...

While the number of persons in paid employment has been rising further, the strains on the Community's labour market have eased somewhat. In the past few months, unemployment has gone up slightly almost everywhere, and there has been more short-time working. In addition, the number of unfilled vacancies has fallen in most member countries.

Although the discrepancy between overall demand in money terms and supply of goods in real terms narrowed, the upward thrust of prices remained very vigorous, both at producer and at final consumer level. This was mainly because of the sharp rise in costs, which it was possible to pass on to prices as the economy's liquidity margin was still substantial and as private consumer demand was climbing rapidly. Widening interest rate differentials on the international market attracted massive flows of money and capital to the Community, where they created additional liquidity.

Economic growth is likely to continue in the months ahead. Although the rise in the Community's exports to non-member countries may remain very slow, internal demand will still give a vigorous boost to incomes, production and employment.

Private consumers' expenditure is likely to remain buoyant, even though income expansion will probably settle down to a calmer pace as the year goes on. Current investment plans suggest that corporate spending on plant, machinery and building will again go up in 1971; in most member countries, however, the increase is expected to be distinctly less fast than last year. The stockbuilding policy of firms, a dampening factor in the second half of 1970, may also become somewhat more expansionary again. Furthermore, it can be expected that public spending on building and construction will go up appreciably throughout the Community and that residential construction will revive in several member countries.

Supply from inside and outside the Community is likely to expand appreciably. Industrial production may well rise by $4\frac{1}{4}$ to $4\frac{1}{2}$ % in 1971, and the real gross Community product by some $4\frac{1}{2}$ %.

Although the pressure of demand on supply can be expected to ease, prices are likely to remain under heavy strain, particularly since the rise in wage costs will probably still be rather sharp. The Commission survey emphasises that to stabilize costs and prices therefore remains an urgent task for short-term economic policy if real incomes rises, job security and the maintenance of satisfactory economic growth are to be safeguarded in the longer run.

Bruxelles, avril 1971

Résumé du rapport trimestriel n° 1/1971 sur la situation
économique de la Communauté

La Commission des Communautés européennes vient de publier son premier rapport trimestriel de 1971 sur la situation économique de la Communauté. Comme de coutume, ce document contient, pour la Communauté considérée dans son ensemble, comme pour chaque pays membre en particulier, une analyse de la conjoncture au cours des derniers mois ainsi que des prévisions pour les mois à venir.

La Commission constate que, durant les premiers mois de l'année, l'évolution de la conjoncture dans la Communauté a été essentiellement caractérisée par une expansion toujours appréciable de la demande globale en termes nominaux, par un ralentissement de la croissance économique en termes réels et par la persistance d'une forte hausse des salaires et des prix.

Considérées dans leur ensemble et abstraction faite des variations saisonnières, les exportations de marchandises de la Communauté vers les pays non membres n'ont plus guère augmenté au quatrième trimestre de l'année écoulée ni au début de 1971. La raison principale en est la faiblesse du développement économique dans quelques pays qui sont d'importants clients de la Communauté, notamment les pays de la zone européenne de libre-échange, l'Espagne, le Japon et les pays à commerce d'Etat; mais cette évolution reflète aussi, pour une part, une détérioration de la position concurrentielle de la Communauté, par suite de la forte hausse des coûts dans les pays membres.

En revanche, la demande intérieure de la Communauté a continué de faire preuve d'un certain dynamisme, qui a surtout caractérisé les dépenses de consommation privée. Celles-ci ont augmenté à un rythme accéléré dans presque tous les pays membres, essentiellement sous l'effet d'un accroissement exceptionnellement rapide des revenus, et notamment des revenus salariaux. Par contre, la propension à investir des entreprises est affaiblie. La tendance à la réduction des stocks se poursuivait toujours au début de l'année. En outre, les dépenses d'équipement des entreprises ont accusé, sauf en Italie, une expansion moins vive qu'auparavant.

Le rythme de croissance de la production s'est ralenti. La production industrielle de la Communauté n'a augmenté que de 1 % du troisième au quatrième trimestre, mais elle a dû marquer une faible accélération au début de l'année 1971. Les importations se sont encore fortement développées durant les derniers mois.

Grâce à une nouvelle augmentation du nombre de salariés, les tensions se sont quelque peu atténuées sur les marchés de l'emploi de la Communauté.

.../...

Presque partout le chômage s'est légèrement accru pendant les derniers mois, et le chômage partiel a pris de l'extension. En outre, le nombre d'offres d'emploi non satisfaites a diminué dans la plupart des pays membres.

Bien que l'écart se soit réduit entre la demande globale en termes nominaux et l'offre en termes réels, la hausse des prix est restée très vive, tant au stade de la production qu'au niveau de la consommation finale. Elle a été déterminée essentiellement par la forte augmentation des coûts, dont la répercussion sur les prix a été rendue possible par la marge de liquidités encore importante de l'économie et par la croissance rapide de la demande des ménages. A cet égard, il y a lieu de noter que l'afflux massif de capitaux à court et à long terme dans la Communauté, entraîné par la baisse accentuée des taux d'intérêt sur les marchés internationaux, a contribué à l'accroissement des liquidités.

L'expansion économique se poursuivra vraisemblablement durant les prochains mois. Certes, le développement des exportations de la Communauté vers les pays non membres pourrait demeurer très lent; mais la demande intérieure continuera d'imprimer de vives impulsions à l'évolution des revenus, de la production et de l'emploi.

L'évolution des dépenses de consommation privée, en particulier, devrait demeurer très dynamique, encore que l'on puisse s'attendre, dans le cours ultérieur de l'année, à une expansion plus modérée des revenus. A en juger d'après les projets d'investissement existants, les dépenses des entreprises en équipement et en construction continueront de s'accroître en 1971, mais dans la plupart des pays membres, à un rythme nettement moins rapide que pendant l'année précédente. Par ailleurs, l'évolution des stocks au niveau des entreprises, qui avait eu une incidence modératrice durant le second semestre de 1970, s'orientera sans doute vers une certaine reprise. Enfin, on peut escompter dans tous les pays de la Communauté une augmentation sensible des dépenses de construction des administrations publiques et, dans plusieurs d'entre eux, une reprise de la construction résidentielle.

La nette expansion de l'offre tant intérieure qu'extérieure, devrait se poursuivre. Au total, le taux de croissance annuelle de la production industrielle pourrait s'établir entre 4 et 4 1/2 %, et celui du produit national brut en termes réels à 4 1/2 % environ.

En dépit de l'atténuation prévisible des tensions entre la demande et l'offre, le climat des prix restera très incertain, d'autant plus que la hausse des coûts salariaux demeurera vraisemblablement très forte. Le rapport de la Commission souligne que, dans ces conditions, la stabilisation des coûts et des prix constitue toujours un objectif prioritaire de la politique conjoncturelle, en vue d'assurer à plus long terme la croissance des revenus réels, la sécurité de l'emploi et le maintien d'une expansion économique satisfaisante.